



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 2666

Texte de la question

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

M. le président. La parole est à M. Denis Baupin, pour le groupe écologiste.

M. Denis Baupin. Il y a quatre ans, jour pour jour, débutait à Fukushima la pire catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl. Depuis cette date, plus personne ne peut ignorer l'horreur de l'accident nucléaire. Elle soumet des dizaines de milliers de Japonais à un interminable calvaire. Depuis cette date, l'Autorité de sûreté nucléaire reconnaît qu'un accident nucléaire majeur est possible en France. Depuis cette date, l'industrie nucléaire est profondément déstabilisée, de nombreux pays se sont désengagés et le *business model* nucléaire s'est écroulé. L'état de quasi-faillite d'Areva en est la conséquence directe. Il met en danger des dizaines de milliers de salariés et des dizaines de sites.

Il met aussi en danger la sûreté des installations, déjà pointée du doigt par l'ASN suite aux *stress tests* post-Fukushima, et qui ne saurait en aucune façon être la variable d'ajustement du Meccano industriel envisagé pour l'entreprise.

Mais au moment de faire des choix cruciaux, nous pensons surtout qu'il ne faut pas se tromper de diagnostic. Il y a certes eu des erreurs industrielles, sur lesquelles la vérité devra être faite, notamment l'incroyable prétention de certains dirigeants et la désinformation de l'autorité de tutelle, mais la crise d'Areva n'est que la partie émergée de l'iceberg pour une filière qui affronte enfin la vérité des prix. Grand carénage, déchets, démantèlement, EPR, assurances : partout, les coûts explosent. Et que dire quand EDF perd 3 % en Bourse au seul motif qu'est évoquée une fusion avec Areva ? Visiblement, le nucléaire, « ça a eu payé », mais aujourd'hui, ça coûte !

Madame la ministre de l'écologie, Areva ne doit pas entraîner EDF dans sa chute. Pouvez-vous nous confirmer que l'État compte jouer pleinement son rôle d'État stratège et donner pour feuille de route à ses entreprises publiques la transition énergétique, la réduction du nucléaire à 50 % en 2025 et la priorité aux filières d'avenir que sont la maîtrise de l'énergie, les énergies renouvelables et le démantèlement nucléaire ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.*)

M. Bernard Accoyer. C'est stupide !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Monsieur le député, je voudrais d'abord rappeler que nous avons passé de nombreuses heures dans cet hémicycle à discuter de l'avenir du système énergétique français, que nous avons tous tenu des propos très responsables et qu'il

convient de continuer à le faire à l'égard d'une filière industrielle qui se positionne sur les marchés mondiaux et qui, aujourd'hui, a besoin d'être encouragée dans toutes ses composantes. Je rappelle en effet qu'EDF, comme Areva et le Commissariat à l'énergie atomique, s'engage non seulement dans l'énergie nucléaire, mais également dans les énergies alternatives et renouvelables.

M. Bernard Roman. Très bien !

Mme Ségolène Royal, ministre. La sûreté nucléaire est une priorité du Gouvernement et vous êtes bien placé pour savoir, puisque vous avez assisté à ces débats, que nous venons de renforcer les moyens de l'Autorité de sûreté nucléaire et sommes en train de définir le nouveau modèle énergétique français, et que la programmation pluriannuelle de l'énergie, à laquelle le Parlement sera associé, permettra de définir la place de toutes les énergies sans les opposer les unes aux autres, comme j'ai eu l'occasion de le rappeler.

Par conséquent, il faut nous garder de toute idéologie dans ce domaine, être rationnels et penser aussi aux milliers d'emplois de cette filière,...

M. Bernard Accoyer. Des dizaines de milliers !

Mme Ségolène Royal, ministre. ...et atteindre les objectifs fixés par la loi que vous avez votée et qui prévoit de ramener de 75 % à 50 % la part du nucléaire.

L'énergie nucléaire reste un des piliers de notre modèle énergétique français,...

M. Bernard Accoyer. Les Verts veulent l'assassiner !

Mme Ségolène Royal, ministre. ...même si nous devons bien évidemment monter en puissance dans le domaine des économies d'énergie et des économies renouvelables. Le Gouvernement fait toute confiance à la nouvelle gouvernance tant d'EDF que d'Areva et du Commissariat à l'énergie atomique pour travailler à des convergences, à un redressement financier de ces entreprises et à un positionnement industriel offensif qui permettra de sauvegarder les emplois. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Denis Baupin](#)

Circonscription : Paris (10^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2666

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Écologie, développement durable et énergie

Ministère attributaire : Écologie, développement durable et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 mars 2015](#)